

- La nouvelle année a offert une occasion de briser la tendance négative qui a défini les conditions des marchés financiers pendant le dernier trimestre de 2018.
- La Banque du Canada et la Federal Open Market Committee n'ont pas augmenté leur taux, comme prévu, ce qui signale de la patience pour ce qui est du resserrement de la politique et une perception plus faible des conditions économiques.
- Pendant les périodes de volatilité des marchés comme celle vécue à la fin de 2018, il est particulièrement essentiel pour les investisseurs de ne pas oublier l'importance de conserver une approche de placement stratégique et rigoureuse, conforme à leurs objectifs personnels et à leur tolérance au risque.

Contexte économique

La nouvelle année a offert une occasion de briser la tendance négative qui a défini les conditions des marchés financiers pendant le dernier trimestre de 2018. Les actifs plus risqués ont entraîné une reprise mondiale qui s'est en général poursuivie pendant tout le mois de janvier, tandis que les prix du pétrole ont augmenté et que la volatilité des marchés s'est stabilisée. Le dollar américain a reculé par rapport à un panier de devises pondéré en fonction des échanges, tandis que les marchés émergents – particulièrement ceux de l'Amérique latine – ont affiché les meilleures performances dans les marchés des actions et du revenu fixe.

Les obligations gouvernementales ont enregistré une performance positive, mais ont tout de même généré certains des rendements les plus faibles parmi les catégories d'actif pour le mois. Les taux d'intérêt ont reculé pour les obligations gouvernementales aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe (à l'exception des obligations à court terme au Royaume-Uni et en Europe). Le segment de court à moyen terme de la courbe de rendement des obligations d'État américaines est resté inversé tout au long de janvier.

Les activités du gouvernement américain ont été partiellement suspendues pendant la plus grande partie de janvier en raison de l'impasse entre le Congrès et l'administration du président Donald Trump à propos du financement d'un mur de plusieurs milliards de dollars à la frontière entre le Mexique et les États-Unis soutenu par le président. Trump a fini par céder (du moins temporairement), ce qui a permis aux travailleurs fédéraux d'être payés. Il a décrété une période de négociation de trois semaines après laquelle il a mis en garde qu'un autre arrêt partiel est possible en l'absence d'une entente. Le vice-premier ministre chinois Liu He a rencontré Trump dans le Bureau ovale le 31 janvier, après deux jours de discussions de haut niveau entre les dirigeants de la Chine et des États-Unis afin de tenter de mettre fin au différend commercial, en prévision de la date limite du début de mars pour que les deux pays conviennent d'une entente avant que les États-Unis ne frappent les biens chinois de tarifs additionnels. La seule concession tangible offerte par la délégation chinoise a été l'achat de plusieurs millions de tonnes de soya américain.

L'entente de divorce de la première ministre britannique Theresa May avec l'Union européenne a subi une défaite importante au Parlement le 15 janvier. Madame May a néanmoins survécu à un vote de défiance tablé par le parti travailliste le jour suivant, grâce aux membres conservateurs du Parlement favorables à la première ministre malgré leur opposition à l'entente Brexit. Le 29 janvier, le parlement a voté à propos de nouveaux changements proposés à l'entente. Il s'est opposé à retarder la journée du Brexit (actuellement le 28 mars) et a soutenu (dans un vote non exécutoire) une modification qui rejette un Brexit sans entente – offrant des signaux mitigés, car la question du filet de sécurité (« backstop ») avec l'Irlande du Nord constitue toujours le principal point d'achoppement. Les dirigeants européens ont été fermes dans leur refus de renégocier l'entente conclue.

La Banque du Canada a conservé son taux à un jour inchangé à 1,75 % en janvier. Stephen Poloz, le gouverneur de la Banque du Canada a soulevé plusieurs préoccupations pour justifier sa décision, dont les conséquences négatives de la guerre commerciale menée par les États-Unis, les prix du pétrole en baisse et l'instabilité du marché immobilier, qui pourraient entraîner une croissance de l'économie et de l'inflation plus modérée. Le Federal Open Market Committee n'est pas allé de l'avant avec une augmentation du taux des fonds fédéraux, comme prévu, après sa rencontre de la fin du mois. La déclaration qui a suivi la rencontre a adopté un ton plus conciliant, notamment avec l'omission d'une phrase qui précédemment signalait une attente de multiples hausses de taux futures et une volonté de modérer la réduction de bilan, comme le justifient les conditions économiques et financières – signalant ainsi de la patience pour ce qui est du

resserrement de la politique et exprimant une perception plus faible des conditions économique. Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre n'a pas tenu de rencontre en janvier et se réunira de nouveau le 7 février. La rencontre de politique monétaire de la Banque centrale européenne à la fin de janvier n'a entraîné aucun changement : la banque compte toujours maintenir les taux d'intérêt au moins jusqu'à l'été et réinvestir les flux de trésorerie de son programme d'achats d'actif pendant une période encore plus longue. La Banque populaire de Chine (BPC) a entrepris plusieurs initiatives pour augmenter les liquidités pendant le mois, dont l'injection de 83 milliards de dollars dans le système financier par le biais d'opérations sur le marché libre le 16 janvier, annonçant la libération de 37 milliards de dollars aux banques le 25 janvier après une réduction des coefficients de couverture; en établissant de nouvelles facilités de prêts à moyen terme; et en ouvrant une passerelle pour échanger les obligations bancaires perpétuelles contre des lettres de change de la BPC qui peuvent être données en garantie.

Selon Statistique Canada, le taux d'inflation (mesuré par la variation de l'Indice des prix à la consommation [IPC]) a augmenté de 0,2 % en décembre et était en hausse de 2,0 % pour les douze derniers mois. Les augmentations étaient plus élevées qu'au mois précédent, car les prix des boissons alcoolisées et des produits du tabac se sont raffermis, tandis que les prix de l'énergie se sont affaiblis. Les prix à la production ont été mitigés une fois de plus : l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) a reculé de 0,7 %, tandis que l'Indice des prix des matières brutes (IPMB) a augmenté de 3,8 % en décembre. Sur douze mois, l'IPPI a augmenté de 2,2 %, mais l'IPMB a glissé de 5,8 %. La faiblesse de ces données est en général attribuable aux prix du pétrole brut en baisse. Le taux de chômage est resté stable en décembre, à un plancher historique (depuis le début de la publication des données en 1976) de 5,6 %. Pour 2018, l'économie a ajouté 163 000 emplois, avec la totalité des gains provenant de l'emploi à temps plein.

La croissance du secteur manufacturier aux États-Unis a accéléré pendant le premier mois de l'année, après avoir ralenti en décembre. Les employeurs ont ajouté plus de 300 000 à leurs listes de paie en janvier, tandis que le taux de participation au marché du travail s'est accru, le taux de chômage a augmenté à 4 % (en partie en raison de l'arrêt partiel des activités du gouvernement). La croissance des revenus honoraires moyens est restée stable à 3,2 % sur douze mois.

La croissance du secteur manufacturier au Royaume-Uni a ralenti en janvier à un plancher des trois derniers mois et la croissance du secteur des services s'est arrêtée, tandis que les détaillants ont rapporté un manque de vigueur des conditions (même s'il y a eu une amélioration depuis le recul de décembre). Le nombre de demandeurs d'emploi est resté stable à 2,8 % en décembre, tandis que le taux de chômage de septembre à novembre a reculé à 4,0 % et la croissance de la rémunération sur douze mois moyenne a augmenté à 3,4 % pendant la période de trois mois.

La croissance du secteur des services dans la zone euro a reculé et les conditions manufacturières ont maintenu la tendance de six mois d'une croissance en ralentissement en janvier, mais les deux mesures ont généré juste assez de croissance pour éviter un ralentissement. Le taux de chômage est resté inchangé à 7,9 % en décembre, malgré une baisse de 75 000 travailleurs pour le mois. La croissance économique globale a atteint 0,2 % pour le quatrième trimestre de 2018 et 1,2 % sur douze mois.

Répercussions sur les marchés (en dollars canadiens)

Les marchés boursiers mondiaux ont connu une forte reprise au début de l'année. Les actions canadiennes ont enregistré certains des meilleurs rendements avec en tête les actions des soins de santé, de la consommation discrétionnaire, de l'énergie et de la technologie de l'information. Les secteurs plus défensifs des biens de consommation courante, des services de communication et des services publics ont tiré de l'arrière, mais ont tout de même enregistré des gains solides. Les actions étrangères ont été entravées par un huard en hausse. Toutefois, les marchés émergents et les marchés développés ont participé aux gains, entraînés respectivement par le Brésil et les États-Unis.

Les gains dans les actifs plus risqués se sont transposés dans les marchés des titres à revenu fixe, où tous les principaux secteurs ont été positifs. Les titres de créance de sociétés ont mieux fait que la dette gouvernementale, tandis que les obligations à rendement réel ont aussi bien fait. Les obligations à rendement élevé américaines couvertes contre le risque de change ont bénéficié de la hausse rapide des prix du pétrole brut.

Données indicielles (janvier 2019)

- L'indice composé S&P/TSX a augmenté de 8,74 %.
- L'indice obligataire universel Canada FTSE TMX a enregistré un rendement de 1,34 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a grimpé de 3,86 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a augmenté de 3,75 %.
- L'indice ICE BofA Merrill Lynch US High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit 4,33 % (couvert contre le risque de change) et 0,57 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », a reculé en janvier, passant de 25,42 à 16,57. Même si ces niveaux restent élevés comparativement à ceux observés au milieu de l'année dernière, ils représentent une accalmie importante après l'agitation du trimestre précédent.
- Les cours du pétrole brut WTI Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, ont enregistré une forte reprise passant de 45,41 \$ US le baril à la fin de décembre à 53,79 \$ US le dernier jour de janvier.
- Le huard s'est en général affaibli par rapport à la plupart des principales devises mondiales, mais s'est légèrement raffermi à 1,31 \$ CA par \$ US. Le dollar américain s'est affaibli par rapport aux autres principales devises. Il a terminé le mois à 1,32 \$ US contre la livre sterling, 1,15 \$ US contre l'euro et 108,83 yens.

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive des SEI Investments Company, est le gérant des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et à titre éducatif uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, SEI ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières peuvent être incomplètes ou changer sans préavis.

Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels d'un Fonds SEI. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement.

Les opérations sur fonds communs de placement peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi, des frais de gestion et d'autres types de frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur fluctue fréquemment et leurs rendements antérieurs peuvent ne pas se répéter.